

POUR LA LIBERATION DE ROMAIN LE GAL, OUVRIER MARXISTE-LENINISTE
ET DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES

MANIFESTATIONS

Samedi 26 juin 9h30 à Mairie d'Ivry et 16h30 à Nanterre ville (RER)

Dimanche 27 juin 10h au métro Basilique à St-Denis

L'Humanité



Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
23 juin 1976

No 515

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

LES SILENCES DU PCR (ML)

Dans un communiqué publié par l'Agence France-Presse la direction du Parti communiste révolutionnaire qui se réclame du marxisme-léninisme vient d'annoncer qu'elle a engagé un processus de fusion avec l'organisation trotskyste «GOP» qui fusionne elle-même avec une autre organisation trotskyste «Révolution». Quelle est la signification de cette opération politique qui a des précédents dans d'autres pays, c'est ce que nous examinons ici.

Le 11 juin, le «Quotidien du peuple», journal du PCRml, publiait une lettre de la GOP, dans le cadre de la tribune de discussion qu'il a ouverte pour préparer son 2e congrès. Le sens de cette lettre apparaît de façon tout à fait claire. La GOP y déclarait en effet : «Pour notre part, nous pensons prochainement fusionner avec l'OC-Révolution et espérons vivement pouvoir entamer bientôt avec le PCR un semblable processus.» Cette lettre s'inscrit donc dans le cadre d'une manœuvre visant à amener le PCRml à rejoindre le camp du trotskysme. A ce titre on peut légitimement s'étonner que le PCRml publie cette lettre dans le cadre de la préparation de son congrès. Cela ne peut être en effet compris que comme un accord du PCRml pour mener une discussion dans la perspective d'une fusion avec des organisations trotskystes. On peut trouver pour le moins surprenant qu'une organisation se réclamant du marxisme-léninisme fasse participer à la préparation de son congrès une organisation trotskyste (la GOP fusionnant avec Révolution, comment la qualifier autrement en effet ?). On ne peut donc que s'inquiéter sur les intentions à venir des dirigeants du PCRml. Le caractère marxiste-léniniste d'une organisation exclut en effet de façon catégorique toute ambiguïté sur ses rapports avec des organisations trotskystes.

Mais revenons-en au contenu de la lettre de la GOP.

Celui-ci porte sur un point qui caractérise la fonction des groupes trotskystes aujourd'hui : leur soutien à l'accession au pouvoir des dirigeants révisionnistes. La lettre de la GOP a pour objectif d'amener les dirigeants du PCRml à prendre position sur cette question.

Voici ce qu'écrivait la GOP : «Le programme de lutte du peuple face à la crise se condense en un seul mot d'ordre politique : la chute du gouvernement, la chute du régime actuel.» Ce que la GOP résume par le mot d'ordre «Dehors Giscard, Chirac». Ce mot d'ordre qui est aujourd'hui celui des trotskystes de toutes nuances (de la Ligue de Krivine à l'AJS en passant par Révolution) sert à en amener un autre : Marchais-Mitterrand au pouvoir.

La GOP est à ce sujet sans aucune ambiguïté. «On doit bien se poser la question du gouvernement de gauche. Seroit-ce un bien ? un mal ?» demande la GOP. Pour elle la réponse ne fait pas de doute, ce serait un «BIEN». Les différents courants trotskystes ont recours à différents «arguments» pour justifier leur soutien aux révisionnistes. Voici ceux mis en avant par la GOP «pour porter les réformistes au gouvernement» selon ses propres termes :

- 1) «obliger les réformistes à se battre avec les réactionnaires»
- 2) «amener les masses, par leur propre expérience, à découvrir ce que sont les réformistes».

(Suite p. 3)

Afrique du Sud

LE RACISTE VORSTER AUX ABOIS



Manifestation d'étudiants blancs et noirs contre le racisme à Johannesburg (photo AP).

Les manifestations de masse du peuple sud-africain contre le régime raciste de Vorster se sont poursuivies lundi 21 juin dans plusieurs agglomérations. Les autorités racistes ont envoyé précipitamment des renforts de police dans les localités africaines de Mabopane, Atteridoeville, Sushonguwe, Mamelodi, Mabopani ainsi que dans la banlieue de la plus grande ville d'Afrique du Sud, Johannesburg. Au cours de ces puissantes manifestations la police raciste a de nouveau commis plusieurs crimes. A tel point que le chef de la police raciste a indiqué que le nombre des noirs tués dépassait les 45 tandis que les blessés se montent à plus de 80.

Tandis que se poursuivaient ainsi les atrocités de ses hommes de mains, Vorster, le chef de file des racistes sud-africains, réunissait à Bonn ses ambassadeurs et se lamentait de voir ses efforts pour rompre son isolement international, anéantis. En effet,

Vorster misait sur la tromperie pour affaiblir la résistance à son régime pourri. Voici encore peu de temps, il parlait d'améliorer «les relations raciales sud-africaines» et de procéder à «la réconciliation des blancs et des noirs» tout en pratiquant des rapports «d'amitié» et «de bon voisinage» envers les pays africains. La répression féroce qu'il a déclenchée contre les étudiants noirs montre ce qu'il en est en réalité. Un large soutien des pays africains s'est aussitôt manifesté à l'égard de la juste lutte des légitimes habitants de l'Azanie (Afrique du Sud). Le groupe africain aux Nations-Unies a ainsi publié une déclaration qui souligne :

«L'Organisation de l'unité africaine est déterminée à remplir son devoir envers les masses des Africains en lutte en Afrique du Sud et leurs mouvements de libération nationale».

(Suite page 2)

Un officier de
réserve nous écrit

OU EN EST L'ARMEE ?

L'enquête qui suit a été faite dans un régiment de la DOT, près de la côte, à l'occasion d'une «période» de réservistes.

Le déroulement de la période de mobilisation s'est déroulée en plusieurs temps. Il y a eu tout d'abord la journée des officiers de réserve pour préparer la mise sur pied de la compagnie. A part les retrouvailles, peu de travail effectif. Puis a eu lieu la journée des cadres, avec officiers et sous-officiers : présentation de l'organisation à adopter pour équiper les réservistes, pour réaliser le tri et l'exercice de combat.

Le thème de combat, qui est le même depuis 5 ans à quelques variantes près, est expliqué très grossièrement aux sergents : 2 commandos arrivent par submersibles sur la côte ; ils sont repérés par la gendarmerie puis une patrouille d'éclairage. L'objectif de ces commandos est d'intervenir dans un secteur déterminé. Quant à la compagnie, elle doit bloquer et anéantir ces commandos près de la côte ;

Bien sûr, aucune précision n'est donnée sur les menaces militaires qui planent sur le pays, sur la nature des ces submersibles venant d'on ne sait où. Pour le reste du temps, on le passe à boire, manger et discuter au mess.

Le tir : on peut constater que 50 % des fusils de tir ne sont pas réglés et tirent à côté des cibles, que sur 4 fusils-mitrailleurs fournis pour une section de tir, 2 sont défectueux (pièces abîmées non-chargées) et ne tirent pas, que le tir d'entraînement au lance-roquette antichar (l'ancien 75 mm) ne peut être effectué à cause du non-fonctionnement des appareillages annexes d'exercice (tube réducteur).

Exercice de déplacement : il se fait au niveau d'un groupe de 10 hommes. On peut constater là aussi :

— que les réservistes n'ont aucune envie de faire des exercices dont ils ne voient pas l'utilité ; ainsi que les sergents n'ayant pas eu le temps de les préparer.

(Suite page 3)

Chine

BOUFFÉE D'AIR REVOLUTIONNAIRE
DANS LA PRESSE

Les avis des ouvriers, des paysans et des soldats sur la presse pénètrent comme des bouffées d'air pur dans les rédactions de journaux qui les publient régulièrement. Des réunions de discussion sur la presse ont fréquemment lieu dans les ateliers, les écoles, les brigades de production. Souvent les

rédacteurs demandent aux masses de discuter et corriger des articles qui ne sont pas encore publiés. Grâce à cela, les journaux, instruments de la dictature du prolétariat, jouent un rôle toujours plus grand dans la lutte de classe en Chine.

Tout récemment, la rédaction du «Remnin Ribao»,

organe officiel du Parti communiste chinois, a organisé une conférence invitant les représentants des groupes de commentateurs de presse, formés d'ouvriers, de paysans, de soldats, à discuter de la ligne, de l'orientation et du style des journaux chinois.

Ces groupes sont devenus une force importante de la révolution dans la presse. Ils appliquent cet enseignement du président Mao : «Pour faire marcher nos journaux, nous devons aussi compter sur tout le monde, sur les masses populaires, sur l'ensemble du parti et non pas sur quelques personnes seulement qui travaillent en vase clos».

Les groupes de commentateurs de presse sont une création de la révolution culturelle. Sans elle, a déclaré à la conférence un ouvrier de l'usine d'automobiles de Pékin, «il nous serait impossible de mettre les pieds dans la rédaction d'un journal, encore moins de monter à cette tribune».



Commentaire de la presse dans une brigade de production à la campagne (photo Chine nouvelle).

Un vieil ouvrier a également affirmé : «Dans l'ancienne société, j'étais un petit vendeur de journaux réduit à la misère. Je comprends profondément que la presse est un instrument de la dictature de la classe au pouvoir».

Aujourd'hui, les ouvriers, paysans et soldats commentent la presse en mettant l'accent sur la ligne, ils regardent si un journal est ferme dans l'application de la ligne révolutionnaire, s'il est efficace dans la lutte contre la bourgeoisie, s'il représente les intérêts du prolétariat.

Fin mars de cette année, le «Remnin Ribao» a ouvert une rubrique spéciale «La Révolution culturelle c'est bien», appelant ses lecteurs à écrire sur ce thème, et les contributions affluent.

Les groupes de commentateurs traitent aussi du style des articles. Ils aiment des articles clairs et vivants, et surtout des articles plus courts mais meilleurs.

Roumanie

Une ferme position
d'indépendance

Le ministre roumain de la Défense nationale vient de condamner vigoureusement les absurdités de ceux qui, au nom du marxisme-léninisme, dénie aux autres États les principes de la souveraineté d'État et de l'indépendance nationale. Il a souligné la nécessité de ne ménager aucun sacrifice pour défendre la liberté et l'indépendance du pays dans un article récent :

«L'expérience historique du monde a montré qu'aucun peuple n'est disposé à se détruire ni à accepter passivement le joug étranger et qu'aucune force au monde n'est capable de fléchir un peuple qui est déterminé à consentir tout sacrifice pour défendre sa liberté et son indépendance».

«Mais, il est regrettable que le rôle de la nation et les principes de l'indépendance nationale et de la souveraineté soient mis en cause, même négligés par les

philosophes et les théoriciens qui se prétendent marxistes-léninistes et qui allèguent que la nation finirait sa mission historique, que sous le socialisme, elle n'aurait aucun avenir, et que la politique de défendre l'indépendance nationale et la souveraineté est donc non seulement déraisonnable mais constituée aussi un facteur majeur nuisible à la lutte révolutionnaire. C'est là une violation du marxisme-léninisme, un glissement vers les positions du nationalisme bourgeois. Il n'est pas difficile de voir que ces arguments sont non seulement absurdes, mais aussi manifestement incompatibles avec le marxisme-léninisme.»

L'article conclut : «Notre parti et notre gouvernement œuvre ont assidûment, avec le plus énergique sens de responsabilité, au renforcement de la capacité de défense de notre pays et de notre armée populaire.»

Afrique du Sud

Le raciste Vorster aux abois

(Suite de la page 1)

Il apparaît ainsi clairement que les seuls soutiens

du régime raciste sud-africain sont les puissances impérialistes comme la France et surtout les États-Unis qui cherchent à préserver des intérêts économiques fabuleux, quant à l'autre superpuissance, le social-impérialisme soviétique, elle cherche à profiter de la situation pour établir sa propre sphère d'influence et contrôler cette zone stratégique qu'est l'Afrique australe. Il faut rappeler que l'Afrique du Sud possède les ressources minières les plus riches du monde après les États-Unis et l'URSS, et qu'elle contrôle la route du Cap entre l'Océan Indien et l'Océan Atlantique par laquelle transitent 70 % du pétrole pour l'Europe occidentale. De plus l'Afrique du Sud est de loin la première puissance économique de l'Afrique ce qui explique l'importance qu'attache Kissinger aux entretiens avec le raciste Vorster.

Impérialiste occidentaux et sociaux-impérialistes russes se disputent le contrôle de l'Afrique du sud, mais celle-ci appartient au peuple azanien.



En donnant un nouvel essor à sa lutte de libération nationale, le peuple d'Afrique du Sud balayera, c'est certain, les impérialistes quel que soit leur drapeau.

Bolivie

L'armée
contre les mineurs

Cent douze personnes ont été arrêtées ces jours-ci en Bolivie, de l'aveu même du gouvernement, parmi lesquels 47 dirigeants syndicaux.

En dépit de l'état de siège déclenché le 9 juin dans tout le pays, la grève des mineurs commencée le 11 se poursuit sans faiblir paralysant toute activité dans les tristement célèbres mines d'étain. Six des neuf universités du pays sont également en grève.

La lutte des milliers de mineurs a commencé pour imposer une augmentation de 130 % des salaires, devenus dérisoires du fait de l'inflation.

Mais elle s'est vite étendue aux revendications politiques fondamentales : la libération des dirigeants syndicaux arrêtés, de tous les emprisonnés politiques, le retrait des troupes militaires de tous les districts miniers et la restitution des émetteurs de radio actuellement confisqués par l'armée. Tout le secteur est décrété «zone sous contrôle militaire». La lutte est particulièrement active dans les districts miniers, tel «Siglo XX», où le Parti communiste de Bolivie (marxiste-léniniste) mène depuis longtemps une intense activité politique.

La lutte des mineurs boliviens connaît maintenant une audience internationale. Des télégrammes de protestation contre les arrestations massives et la répression affluent à la session de l'assemblée de l'Organisation des États américains et à l'Organisation internationale du Travail.

A Paris, le comité de solidarité pour la lutte du peuple bolivien (17, rue de

l'Avre, 75045 Paris) a publié un appel à la solidarité internationale où il déclare notamment : «Devant l'échec de sa politique et son incapacité à résoudre les graves problèmes socio-économiques du pays, la dictature du général Banzer



«Les Boliviens n'ont jamais eu une âme d'esclave». Une affiche du Parti communiste de Bolivie (marxiste-léniniste).

prétend étouffer la voix des mineurs en faisant occuper les centres miniers par ses parachutistes. Trente cinq mille mineurs sont en grève générale et illimitée depuis le 11 juin dernier, appuyés par une grève générale des étudiants. Devant l'ampleur et la rapidité de l'évolution des événements, on peut craindre de nouveaux massacres de mineurs et de leurs familles.»

Les élections en Italie

Opération manquée
pour les révisionnistes

Le résultat des élections des 20 et 21 juin place les Italiens devant un choix politique sérieux, et Berlinguer le sait très bien, c'est pourquoi il parle de négociations et de compromis avec les autres partis bourgeois ; son parti le PCI n'est-il pas lui aussi un parti bourgeois ? L'Italie sortira-t-elle gouvernable de ces élections où les réactionnaires démocrates chrétiens et le parti révisionniste italien PCI sont presque à égalité ? Le parti révisionniste faisant les doux yeux à la bourgeoisie italienne sort légèrement renforcé de ce marathon élec-

Berlinguer s'est montré au balcon du siège du PCI agitant de la main le torchon révisionniste «l'Unità» il se croit déjà au pouvoir, il se croit déjà le maître.

En Italie comme en France, les révisionnistes ne cherchent pas à instaurer le socialisme mais bel et bien de maintenir le système capitaliste en place, et à le restaurer. Berlinguer déclare d'ail-

leurs ceci : «Les premiers résultats indiquent que le PCI est le parti qui obtient le plus grand succès par rapport aux élections législatives de 1972».

Il dit «qu'au fond, ce qui me concerne, c'est le verdict du suffrage universel». N'est-ce pas clair, il aspire à prendre le pouvoir dans le jeu bourgeois des élections, le socialisme à l'italienne ou à la française n'est en fait qu'une usurpation, une trahison de la voie historique qui doit conduire au socialisme ; ce que veut le marquis Berlinguer, c'est bel et bien prendre le pouvoir, remplacer la clique bourgeoise monopoliste actuelle, au mépris de l'aspiration des masses et du peuple d'Italie.

En attendant, le fait qu'il n'arrive qu'en seconde position assez nettement derrière la Démocratie chrétienne reporte vraisemblablement à plus tard les espoirs du PCI de voir se réaliser le fameux «compromis historique», qu'il comptait bien obtenir en remportant les élections.

Un officier de réserve nous écrit

Où en est l'armée?

Suite de la page une.

Néanmoins et c'est positif, plusieurs gars discutent alors des problèmes de défense. Le soir, tout le monde part pour la manœuvre du lendemain.

Là encore plusieurs constatations :

— le matériel d'infirmerie a été oublié à la caserne (il faudra aller réveiller une pharmacienne du coin pour 2 cachets d'aspirine !)

— pour le bivouac, les tentes ne sont pas complètes et les soldats, après avoir renâclé, sont obligés d'improviser, au lieu des tentes à deux, des tentes à plusieurs.

— le soir, combat de nuit bidon (sans munition à blanc sous prétexte de risques d'incendie et qu'on pourrait déranger la population d'un village voisin) et ensuite pas de garde du bivouac (du commandant jusqu'au sergent sachant qu'ils n'arriveront pas à obliger les réservistes à faire la garde y renoncent).

Le lendemain matin, lever à 6 heures et attente jusqu'à 8 h 30 sur les lieux d'exercice. Lors de cet « intermède », les discussions vont bon train en certains endroits : problèmes militaires, montée des forces militaires du social-impérialisme, mutinerie du Sorojevoï. Plusieurs réservistes disent qu'ils doutent que l'armée serve à la défense mais qu'elle risque plutôt de servir contre les grévistes.

Malgré l'interdiction du commandement, des cadres expliquent à leurs sergents le but et la nature de la manœuvre.

Les gars ne prennent qu'un très faible intérêt à la manœuvre et ne souhaitent qu'en finir pour partir. Pendant ce temps, 2 hélicoptères mis à la disposition de la compagnie semblent plutôt faire un scénario pour occuper les gars allant jusqu'à mitrailler la compagnie (à blanc bien sûr) que fonctionner comme en combat.

Le repas final se déroule avec les cadres et les réservistes. Pour faire « bien » le colonel vient manger à l'ordinaire et dans la discussion, il apparaît que le principal pour le colonel est que la période se soit passée sans incident, au contraire de certaines fois. Il ne se soucie nullement de ce que les gars ont pu apprendre.

La libération des réservistes

Lors de la réintégration du matériel, et dans l'affolement du départ, il manque du petit matériel. Ainsi dans une section, il manque 2 ceinturons. Le capitaine de réserve essaie d'en profiter pour montrer qu'il sait « faire la discipline ». La période étant pratiquement terminée, il ne risque plus grand chose de la part des réservistes. Il déclare à cette section qu'elle ne sera pas libérée si les 2 ceinturons ne sont pas retrouvés, et que le régiment refusera toute réintégration du matériel s'il est incomplet.

On apprend alors que les 2 ceinturons sont en vente au foyer ; les sergents proposent alors que ce soit l'ensemble de la section qui cotise pour les payer. Ils en parlent aux gars et c'est accepté. Finalement, sous le nez du capitaine qui ne peut rien dire (car l'idée sur l'achat des ceinturons a été justement lancée en sa présence par un capitaine d'active responsable de la mobilisation), la libération se déroule rapidement.

Conclusion sur cette période

— pour les réservistes, le seul aspect positif est le tir, car même si les fusils n'étaient pas réglés, ils se réhabituent à l'utilisation des armes.

— par contre tout le reste n'a guère pu les former. Cela ne vise qu'à les habituer à se faire prendre en charge rapidement, et sans comprendre, par l'armée ; pour les cadres de réserve, l'objectif apparaît clairement, selon les déclarations mêmes des cadres supérieurs : arriver à équiper rapidement et mettre en route leurs hommes et aucunement autre chose.

En particulier, il n'y a eu aucune discussion entre les cadres de réserve et d'active sur les menaces militaires soviétiques. Où et qui est l'ennemi ? Par contre les discussions sur la guerre d'Algérie fleurissaient le soir au mess devant les bouteilles de bière.

Sur le thème tactique proposé, aucune discussion de fond non plus. Le schéma était prêt dans tous ses détails et n'avait pas à être discuté. En allant reconnaître le terrain quelques jours avant et voyant comment était organisé le dispositif, des cadres firent remarquer

qu'à la place du commando, après le premier accrochage, il paraîtrait logique d'éviter un 2e accrochage, de quitter rapidement les lieux en se servant du relief et des couverts en modifiant momentanément la direction de progression. Le cadre supérieur réfléchit alors deux minutes et puis éclata de colère : « De toute façon, ils vont vers l'Est, ils ne peuvent pas se replier, d'ailleurs c'est prévu comme cela dans la manœuvre, c'est donc que c'est juste ».

Le plus important semble toutefois être tout ce qui se camoufle derrière un tel thème tactique :

— il vise à faire croire que le combat anticommando auquel sont théoriquement formés les appelés sert à s'opposer à des commandos externes qui s'infiltreraient dans le territoire (rappelons que ce régiment est un régiment de la DOT).

— il vise à camoufler aux réservistes, peut-être par peur « d'incidents », que les forces armées pourraient aussi être utilisées contre la population.

Le fait que ce thème soit bidon, apparaît clairement. En effet :

— il est question de protéger les usines « militaires » de la région concernée.

— se pose alors la question de savoir comment le social-impérialisme essaierait de neutraliser ces points. Sûrement pas en débarquant à des dizaines de kilomètres de là des commandos armés et isolés dans la nature, qui risquent de ne pas effectuer leur « travail » avant d'être anéantis. Il leur suffirait par contre de quelques éléments infiltrés par l'intérieur du personnel de ces usines pour les neutraliser. Mobiliser 2 sous-marins pour cela alors que peut-être 10 hommes suffisent paraît aberrant.

— d'autre part, on peut penser qu'un tir de missiles de sous-marins aurait comme effet, la destruction de ces usines. Donc cette histoire de commandos tient difficilement debout.

Retenons donc 3 points de cette période :

1/ Les cadres de réserve et d'active ne connaissent pas leur ennemi : le social-impérialisme et l'impérialisme américain ne sont jamais désignés.

2/ L'armée française combattra ; mais il n'est pas question de discuter comment, car cela pourrait aller trop loin.

3/ Le peuple est absent de la lutte contre l'invasion. Pour la bourgeoisie, il est certain que les masses ne font pas l'histoire.

Un cadre de réserve communiste.

LES SILENCES DU PCR (ML)

(Suite de la p. 1)

De tout cela il ressort que la GOP comme tous les trotskystes fait tout pour masquer la vraie nature des révisionnistes. D'une part, elle les présente comme de simples « réformistes » qu'elle oppose aux « réactionnaires ». Elle laisse ainsi entendre que les révisionnistes seraient plus « progressistes » que les bourgeois actuellement au pouvoir. Et en tout cas elle masque complètement que le révisionnisme au pouvoir c'est toujours la dictature de la bourgeoisie, avec cette caractéristique qu'il s'agit de la dictature bourgeoise sous sa forme terroriste, fasciste. Elle cache cette réalité qui est que la nature profonde du révisionnisme est le social-fascisme. Le révisionnisme au pouvoir, c'est la pire réaction au pouvoir. Mais sans doute que pour ces messieurs de la GOP Brejnev lui-même n'est qu'un simple « réformiste ». Ajoutons que les révisionnistes n'attendent d'ailleurs pas d'être au pouvoir pour montrer leur nature social-fasciste : on ne compte plus les agressions qu'ils ont commises contre des travailleurs, des gens du peuple, des révolutionnaires.

D'autre part, la GOP passe également sous silence une deuxième caractéristique du révisionnisme : ses liens avec la superpuissance aujourd'hui la plus agressive, engagée sur la voie d'Hitler, l'URSS. La GOP se garde bien d'indiquer que l'accession des révisionnistes au pouvoir, dans le cadre de la rivalité entre les deux superpuissances, signifierait un

renforcement des positions de l'URSS en Europe et tout particulièrement de son infiltration dans notre pays.

Pour que la GOP puisse justifier son soutien au révisionnisme, il lui faut absolument enjoliver ce dernier. Appuyer l'accession des révisionnistes au pouvoir, quels que soient les arguments utilisés, c'est appuyer un renforcement de l'oppression des masses.

Toujours pour justifier son appui au révisionnisme, la GOP utilise une variante de la théorie trotskyste du « débordement ». D'après elle, ce qui amènera les masses au seuil de la révolution « en France comme au Chili, au Portugal, en Italie, c'est la chute de la forme traditionnelle de gouvernement bourgeois, c'est sans doute dans un premier temps le gouvernement réformiste comme conséquence de cette chute ». C'est au nom de cette « théorie » qu'au Portugal la GOP a soutenu les tentatives de putsch du PCP. Concrètement on a pu y voir ce que signifiait le soutien au révisionnisme : c'est le soutien aux tentatives d'instauration d'une dictature social-fasciste, à la pénétration du social-impérialisme russe. Appuyer l'accession au pouvoir des révisionnistes, loin d'amener les masses au « seuil de la révolution », c'est les amener à de graves défaites, à un renforcement de leur oppression. C'est entretenir consciemment les pires illusions sur le révisionnisme.

La GOP appartient à ce courant européen dont la

fonction est de dévoyer les aspirations révolutionnaires d'une partie des masses au profit du révisionnisme, un courant qui est utilisé par ce dernier pour l'aider à se hisser au pouvoir.

Or le « Quotidien du peuple » du 18 juin apporte la réponse du PCRml à la GOP. On cherchera vainement une réponse à la question de la GOP : l'Union de la gauche au pouvoir sera-t-elle un bien ou un mal ? On n'y trouvera pas la moindre dénonciation de ce que représenterait l'« Union de la gauche » au pouvoir. Nous sommes bien obligés de nous poser cette question : pourquoi le PCRml n'affirme-t-il pas dans cette réponse qu'il ne soutiendra en aucun cas la volonté d'accession au pouvoir des révisionnistes ? C'est la question que lui posait la GOP, pourquoi n'y apporte-t-il pas une réponse catégorique ? Par contre, le PCRml parle de la nécessité de la création d'un « front de lutte » regroupant « les ouvriers révolutionnaires, les ouvriers révisionnistes et réformistes et aussi les partisans d'une stratégie de débordement » (c'est-à-dire les trotskystes).

Ainsi l'objectif du PCRml serait la réalisation d'un « front de lutte » avec les trotskystes, contre la « politique de crise » de la bourgeoisie.

On comprend déjà mieux pourquoi il n'apporte pas de réponse à la question de la GOP. Quelle unité peut-il y avoir en effet entre ceux qui combattent la politique de la bourgeoisie actuellement au pouvoir ainsi que les projets révisionnistes et ceux qui soutiennent ces derniers ?

Pour préserver l'unité avec les trotskystes, le PCRml ne peut dénoncer l'Union de la gauche. Mais il risque ainsi lui-même de se retrouver sur les positions trotskystes. Si les dirigeants du PCRml n'apportent pas de réponse à la GOP, n'est-ce pas parce qu'ils savent déjà qu'ils risquent d'être amenés à y répondre de la même façon qu'elle ? La voie de l'unité avec les trotskystes, c'est de façon certaine celle du ralliement au révisionnisme, et donc à la bourgeoisie et à la contre-révolution.

Et quand dans le « Quotidien du peuple » du 21 juin nous apprenons que la GOP est « d'accord à 99 % avec la perspective du front de lutte contre la crise », on ne peut qu'en conclure que le PCRml est bien mal parti.

DATES DE PARUTION DU JOURNAL GET ETE

Voici quelques informations sur la parution du journal cet été.

En raison de la faible vente normale des journaux pour la période recouvrant les deux mois d'été, d'une part, et en raison des difficultés financières que nous avons déjà exposées récemment, d'autre part, le journal cessera sa parution quotidienne du 1er juillet au 15 septembre.

Le dernier numéro quotidien sera daté du 1er juillet et le premier de la rentrée du 16 septembre.

Entre temps, sortiront, les 8 et 22 juillet, le 5 août et le 2 septembre des journaux de 16 pages. Évidemment, s'il survenait des événements politiques importants, cette décision sera remise en cause pour pouvoir faire face à nos tâches.

Le comité de rédaction

NB : pour les CD faire savoir rapidement à l'administration du journal, le nombre de journaux de 16 pages désirés pour eux pour les mois de juillet, août et septembre.

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque



Desse Bordeaux
Après Siemens,
un nouveau
comité de grève...

GREVE RECONDUITE DEPUIS LE 15 JUIN

Chez Desse, entreprise de construction dans la banlieue de Bordeaux à Floirac (Gironde), la combativité des travailleurs de l'entreprise s'est manifestée à la suite d'une journée d'action. Cela s'est concrétisé par une décision de l'ensemble des ouvriers du service béton par une grève renouvelable en assemblée générale toutes les 24 heures, et cela depuis le 15 juin. Ils revendiquent entre autres : à qualification égale, salaire égal ; un seul salaire par catégorie ; suppression des trois catégories les moins payées : OM, OS1 et OS2 ; suppression des contrats de travail à durée limitée et également : deux paires de bleus par an, une paire de chaussures de sécurité ; suppression des sanctions et avertissements ; aucune sanction pour fait de grève ; réduction d'horaire, oui, mais sans perte de salaire.

La date de la première entrevue ayant été fixée, le patron ne daigna pas être présent à l'usine et cela n'a fait que renforcer la détermination des travailleurs.

Ils ont décidé qu'il fallait mener plus loin leur offensive et sont actuellement en train de mettre en place un comité de grève chargé d'organiser la lutte et de la populariser.

Lundi 21 juin, une entrevue devait avoir lieu avec le patron pour le faire céder sur les revendications. Les travailleurs sont décidés à durcir leur action et à passer à un nouveau stade dans la popularisation de leur lutte. Ils entendent ainsi mieux mener le combat de classe, et cette lutte aura des développements que nous aurons l'occasion de suivre.

Correspondant HR
avec des travailleurs en
lutte.

**AFFICHEZ
L'H.R.**



Dans la lutte contre la répression (4)

Un enjeu immédiat : l'unité de la classe ouvrière

Dans la lutte contre la répression et l'exploitation capitaliste, qui doit avoir pour axe la lutte de classe, le parti communiste marxiste-léniniste a pour tâche fondamentale de contribuer à la reconstruction de l'indispensable unité de la classe ouvrière. Unité qui s'est trouvée brisée par la trahison du révisionnisme moderne. C'est une classe ouvrière unie, sur de justes positions de classe, peut faire

Peut-on laisser nos frères de classe être licenciés (sous un motif quelconque), déferés en « justice » au nom d'une quelconque loi bourgeoise, arrêtés, perquisitionnés, emprisonnés ?

Peut-on laisser nos frères immigrés être expulsés, tabassés ou assassinés, peut-on laisser impunément une partie de la classe ouvrière traitée en paria ?

En bref, peut-on laisser l'arbitraire se développer ? Non ! La classe ouvrière doit être UNE et indivisible. En régime capitaliste, la bourgeoisie régit par l'arbitraire, c'est-à-dire par la volonté d'une infime minorité d'imposer ses buts. Que doit faire l'immense majorité, sinon s'unir, opposer la force des masses, se serrer les coudes pour sortir des ténèbres du capitalisme ? Face à la violence de la bourgeoisie, la classe ouvrière et ses alliés doivent opposer la juste violence des masses. Aussi faut-il se poser la question : pourquoi la classe ouvrière est-elle divisée alors qu'elle a les mêmes intérêts ?

Dans une société bourgeoise, c'est l'idéologie bourgeoise qui domine, notamment l'individualisme « chacun pour soi et Dieu pour tous » ! De grands mouvements de masse, ou même des luttes revendicatives de grande ampleur ont montré que cet obstacle pouvait — pour l'essentiel — être surmonté.

Le plus grave c'est la trahison du révisionnisme qui a laissé le mouvement ouvrier — momentanément certes — sans une avant-garde organisée. Cela accompagné d'une propagande défaitiste et démobilisatrice et faisant croire que « des changements profonds et durables » étaient possibles par la seule voie pacifique, en laissant à la bourgeoisie tous les instruments lui permettant de perpétuer sa domination contre le peuple travailleur. La trahison révisionniste est d'autant plus grave pour la classe ouvrière que celle-ci — dans sa masse — avait confiance en ce parti qui auparavant défendait ses intérêts ; d'où un certain désarroi idéologique. Bien des illusions subsistent encore dans la classe

ouvrière sur la nature de ce parti.

Chaque jour, tant par les positions idéologiques et politiques qu'il prend, que par son programme de gestion du capitalisme, par son opposition aux luttes classe contre classe dans les entreprises, aux luttes des travailleurs immigrés, des petits paysans, des étudiants... il sème le poison de la bourgeoisie. Il prend fait et cause pour les exploités contre les exploités, pour les gérants racistes contre les

immigrés, pour la superpuissance russe contre les peuples du tiers monde, etc.

immigrés, pour la superpuissance russe contre les peuples du tiers monde, etc.

Pour réaliser son unité, la classe ouvrière doit connaître ses amis et ses ennemis. Les révisionnistes, du fait de leur nature bourgeoise, sont pour la répression des travailleurs combattifs et y participent activement (cf articles précédents). L'unité prolétarienne se forge dans l'action, c'est dans la lutte de classe, que le parti communiste marxiste-léniniste travaille pour unifier la clas-

se ouvrière contre ses ennemis capitalistes et révisionnistes. C'est dans la lutte de classe également qu'il recrute les éléments avancés de la classe ouvrière et il doit unifier autour la grande masse du prolétariat. C'est avec cette arme que la classe ouvrière pourra être offensive et en définitive vaincre. Car si la classe ouvrière doit défendre ses droits, il n'en reste pas moins que la meilleure défense c'est l'attaque. Ce sera le thème du prochain article.

LA CFDT ET LE COMITE DE CHOMEURS LOCAL

L'organisation des chômeurs pour la défense de leurs droits acquis et l'obtention de nouveaux droits progresse. Nous avons déjà relaté diverses expériences de comités de chômeurs dans nos colonnes (Marseille, Rennes). Dans l'article ci-dessous, notre correspondante relate les difficultés de prise en charge par les organisations syndicales locales de telles initiatives sur des orientations d'unité à la base et dans l'action nettement anticapitalistes.

La question s'est posée au comité quelle structure adopter.

Finalement, nous avons décidé d'être un comité de chômeurs CFDT avec les mêmes droits et les mêmes obligations qu'une section syndicale. Accord de l'UL. Nous avons également accepté que tous les membres du bureau du comité soient syndiqués ce qui nous permettrait effectivement d'intervenir dans toutes les branches du syndicat et au nom du syndicat à l'extérieur : accord de l'UL.

Nous nous attendions donc à ce que notre participation au conseil de l'UL ne fasse aucune difficulté.

Mais lorsque nos deux délégués se sont présentés au début du conseil ils ont eu la mauvaise surprise d'être refoulés et de devoir attendre l'heure à laquelle le problème du comité était soi-disant à l'ordre du jour.

Lorsque nous avons pu effectivement entrer, les débats sont restés dans le vague et aucune décision sur notre intégration n'a été prise. On nous a seulement fait comprendre que nous n'étions pas capable d'être une section syndicale et que des gens n'ayant jamais travaillé ne devaient pas s'imaginer qu'ils pouvaient être dans le syndicat.

Ce à quoi nous nous opposons : en effet grâce au comité de chômeurs, l'UL a pu se décharger complètement de tout problème concernant le chômage. Nous sommes devenus aussi majeurs que toute section syndicale. C'est seuls que nous

avons établi des rapports étroits avec les autres syndicats, entrepris diverses démarches envers les pouvoirs publics.

Effectivement, le problème de la mobilisation des chômeurs est difficile à résoudre.

Mais c'est grâce au travail actif des comités de chômeurs et des sections syndicales, que les travailleurs prendront conscience que la lutte de ceux qui ont un emploi et de ceux qui n'en ont pas est la lutte d'une seule et même classe ouvrière et que c'est unis que nous devons déjouer les tentatives de division des bureaucrates révisionnistes et réformistes des Unions locales dont la seule crainte est l'« infiltration d'éléments révolutionnaires », d'être dépassés et ne plus pouvoir contrôler et « freiner » les luttes.

Aussi voyant qu'une fois de plus on nous a mis des bâtons dans les roues pour l'obtention de nos droits au sein de l'UL, nous demandons une discussion dans les sections syndicales pour obtenir leur soutien afin :

1/ d'avoir les mêmes droits qu'une section syndicale : autonomie d'action ; délégués aux réunions et aux conseils de l'UL ; accès à la formation syndicale...

2/ nous insistons sur le fait que le comité reste aux syndiqués et non-syndiqués.

Le chômage est l'affaire de tous les travailleurs ! Notre lutte concerne toute la classe ouvrière !

Correspondante HR.

Bègles
(Gironde)

COMMENT LA FPA RENSEIGNE LES PATRONS

Nous publions aujourd'hui la suite des extraits d'enregistrement d'une conversation entre un responsable du centre FPA et un ouvrier se faisant passer pour un chef du personnel. Les paroles du responsable FPA sont nettes et témoignent du fait que les critères professionnels (qualification, connaissances et autres) sont secondaires pour ces gens-là par rapport à la conscience de classe et à l'attitude face au patronat. Merci de le confirmer avec tant de franchise M. Tujague !

M. T* : C'est vraiment les sales gars, c'est les gars qui sont (inaudible)... Ces fameux gars qui ont des idées spéciales mais qui n'ont rien à mettre à la place.

C du P* : Oui c'est ça.

M. T. : On démolit, on casse, mais... Le travail, ça fatigue voilà leur raisonnement (...)

C du P : Ah bon, parce qu'en plus ils sont un petit clan.

M. T. : Oh, oui, c'est malheureux, mais c'est toujours pareil, je crois que j'ai deux ou trois gars comme ça, au centre il y a 400 personnes mais ils entraînaient régulièrement 50, 100 personnes dans un mouvement de grève parce qu'on a levé le petit doigt ou parce qu'il y a eu de la viande un peu dure à midi, vous voyez, n'importe quoi... C'est pas marrant de vivre avec ces gens-là, alors je ne veux pas dans une industrie qui travaille aller foutre des gars pareils, vous seriez ennuyés (...)

C du P : Vous disiez M. X. et M. Y.

M. T. : J'en ai eu un autre M. Z., celui-là est sorti déjà il y a à peu près un mois, et ça m'étonnerait qu'il ait trouvé un boulot (...) parce qu'après vous savez, ils se font élire délégués avec tous les embêtements que ça peut amener pour quelqu'un qui travaille.

M. T. : M. Tujague, adjoint technique du directeur du centre FPA.

C du P : chef du personnel.





FNAC-Etoile

Lutte contre un patron de «gauche»

Les travailleurs de la FNAC Etoile à Paris ont entamé, avec les sections syndicales CFDT et CGT, une lutte pour l'aboutissement des revendications suivantes :

- diminution d'horaire de 1 h 30 par semaine avec embauche de personnel ;
- augmentation de 2,50 F d'indemnité repas ;
- une prime de vacances de 1 000 F pour tous.

Le mercredi 16 juin a lieu une assemblée générale au cours de laquelle sont discutées les revendications et la meilleure tactique de lutte à adopter pour obtenir satisfaction.

L'envoi d'une délégation d'une quinzaine de personnes est décidé — à la surprise du directeur qui pensait ne trouver que les délégués du personnel.

Néanmoins il est contraint de «recevoir» tout le monde. Mais il oppose un NON catégorique à toutes les revendications.

Il ne reste qu'une solution devant l'attitude de la direction : la lutte.

Un 2^e tract est diffusé pour informer l'ensemble du

personnel de l'attitude de la direction.

Le jeudi 17 en AG, un arrêt de travail d'une demi-heure est décidé.

L'ensemble du personnel n'est pas encore très mobilisé.

N'ayant aucune proposition de la direction les travailleurs se réunissent en AG le vendredi 18. La mobilisation est plus grande parmi les non-syndiqués. Un arrêt de travail d'une heure est suivi par la majorité.

Dès vendredi les employés de Massy débrayent 2 heures. Les magasins de Châtelet et Montparnasse sont contactés — ainsi que l'atelier rue Oudiné.

Vendredi après-midi la direction nous accorde :

- augmentation de 2,50 F d'indemnité repas ;
- diminution de 1 h 30 par semaine — seulement pour ceux effectuant la nocturne du mercredi ;
- pas d'augmentation d'effectif ;
- non à la prime de vacances.

Pour les repas, les travailleurs ont gagné, mais ce recul de la direction ne suffit

pas aux employés de la FNAC. La lutte doit continuer pour l'embauche et la prime de vacances.

Les employés sont bien conscients des manœuvres du patron : le samedi est le jour le plus rentable — donc le plus crevant pour les travailleurs — et le dimanche 20, c'est la «Fête des pères».

Alors la direction du magasin a tout intérêt à voir ses employés retourner au travail — car les caisses se remplissent.

Aussi à l'AG du samedi 19 — tout le personnel est présent et la majorité des travailleurs syndiqués et non-syndiqués, prennent la décision d'un débrayage de 10 à 15 heures et d'al-

ler contacter sur place leurs collègues des autres FNAC.

Devant la détermination du personnel, la direction est contrainte de ne pas ouvrir le magasin.

(Il est utile de savoir que la FNAC dirigée par une équipe de «gauche» tient à son image de marque... à l'avant-garde du progrès social...)

Il est intéressant de savoir que nombre d'employés de l'Etoile doivent travailler 10 heures par jour pour joindre les deux bouts.

La lutte continue... Une AG doit avoir lieu mardi matin.

Une employée marxiste-léniniste de la FNAC.

Sécheresse

«REALISER L'UNITE OUVRIERS-PAYSANS»

Lettre d'un lecteur de Basse-Normandie.

A propos de l'article du mardi 15 juin No 509 sur le quotidien à propos de la sécheresse et de ses conséquences au niveau des paysans, je voudrais apporter quelques compléments...

A un premier niveau actuellement, tous les champs sont secs. L'herbe est grillée, le maïs qui a levé ne pousse plus et tend à jaunir. Seuls ceux qui arrosent et qui ont des points d'eau suffisants ont de belles pâtures et de belles cultures.

Pour tous les producteurs de lait actuellement, qui ne peuvent pratiquer l'irrigation, la production de lait baisse et beaucoup d'entre eux vont être amenés à entamer les stocks d'hiver d'ensilage qui sont déjà maigres.

L'écart entre les gros et les petits agriculteurs va se creuser au niveau du revenu de ces différents types de producteurs. Comment ?

Pour les gros, soit qu'ils pratiquent l'irrigation car ils ont les moyens et le temps (d'ouvriers agricoles) et ils vont maintenir leur production et assurer leurs réserves d'hiver «presque» normalement.

Ou bien certains vendent une partie ou tout le cheptel quand le cours de la viande est encore bon. Ils vont ainsi en tirer un bon prix et même quelquefois vont vendre une partie du foin qu'ils ont fait et ensuite peut-être le maïs. Ils vont profiter de la spéculation qui existe au niveau de la production fourragère et peut-être même des subventions pour reconversion.

Par contre pour les petits et moyens paysans, la situation est assez dramatique quand on discute avec eux, ils se posent la question de ce qu'ils vont devenir. Les moyens qui ont intensifié

au maximum ont assez peu de réserves d'avance et ne vont pouvoir en constituer cette année. Ils vont acheter du foin c'est-à-dire s'endetter encore plus vendre une partie des bêtes mais ne pourront que difficilement rembourser les emprunts. Peut-être que certains vont pouvoir arroser, mais c'est une minorité. Encore faut-il des points d'eau convenables (beaucoup de puits suffisent à peine pour le bétail et les cours d'eau aussi s'assèchent progressivement).

Quant aux petits paysans, ils subissent peut-être moins rapidement la sécheresse à cause d'une moindre intensification mais n'ont pas beaucoup de réserve et pour cet hiver ne pourront en acheter.

En fait, pour beaucoup le problème qui va se poser c'est de survivre en se serrant un peu plus la ceinture ou bien de vendre les bêtes et d'aller grossir le rang des chômeurs... déjà nombreux.

Au cours de discussions avec des paysans, on peut entrevoir sur quels mots d'ordre peut porter la mobilisation paysanne : *droit au travail pour tous et rémunération du travail*, tant pour les ouvriers agricoles que pour les petits et moyens paysans. Cela implique la suppression des primes quantité-productivité, mesures directes de l'élimination des petits paysans.

Augmentation du prix du lait et de la viande. Jusqu'à un certain niveau de production, une compensation correspondant à la perte due à la sécheresse pour les petits et moyens paysans.

Un contrôle des prix et une répartition équitable au niveau des petits paysans pour les fourrages foin, déshydraté, mais...

la France des luttes

La faucille paraîtra de nouveau régulièrement dès la semaine prochaine

La parution de la Faucille avait été suspendue il y a quelques semaines suite à une appréciation erronée de l'état financier de notre feuille paysanne.

Après un examen attentif des comptes du journal paysan, il s'est avéré qu'il n'était en rien déficitaire, mais avait réalisé un équilibre entre ses dépenses et ses recettes. C'est pourquoi la décision a été prise de reprendre immédiatement sa parution tous les 15 jours. Nous appelons tous nos amis et camarades à faire en sorte que les conséquences négatives de la non-parution pendant quelque temps soient rapidement surmontées en relançant rapidement la campagne d'abonnement et de diffusion auprès du prolétariat agricole et des petits paysans.

Chaillotine-Corlay

La grève est finie, mais la lutte continue

Les 6 chauffeurs licenciés suite à la grève de la «Chaillotine» commencée le 21 mars 1976, viennent d'être relaxés par le tribunal de grande instance de St-Brieuc. Ils s'étaient mis en grève pour la réintégration d'un chauffeur licencié et ils ont gagné. Mais la direction a donné une lettre de mise à pied jusqu'à ce que le tribunal de grande instance de St-Brieuc rende son verdict au sujet de l'accusation portée sur le personnel gréviste, le jugement doit avoir lieu le 1^{er} juillet. En attendant, la direction n'accepte pas de les reprendre, et les grévistes risquent de se retrouver au chômage sans aucune ressource. Ce que la direction cherche, c'est à licencier les grévistes, ne

déclare-t-elle pas dans un communiqué «qu'il lui est impossible désormais de faire travailler tout le personnel ensemble car cela a duré trop longtemps, et les non-grévistes ne veulent plus des ex-grévistes» ; elle cherche ainsi à diviser les travailleurs entre eux pour avoir un motif de licenciement.

C'est dans le but de soutenir la lutte des travailleurs de la «Chaillotine» qu'un meeting de soutien aura lieu le mercredi 23 juin 1976 à la Maison du peuple de St-Brieuc à 20 h 30 avec comme thème un film relatant la lutte dans les abattoirs, des interventions de travailleurs d'autres abattoirs de volailles et une intervention des grévistes travailleurs de la Chaillotine.



MEETING
DE SOUTIEN
CE MERCREDI

Peut-être aussi un système d'arrosage collectif mis en place et contrôlé par les agriculteurs.

Voilà pour les paysans mais il faut voir que les industries agro-alimentaires vont aussi en subir les conséquences. Pas les patrons, bien sûr, en ce moment : ils n'ont jamais réalisé tant de profit surtout pour la viande.

Mais déjà des coopératives sont en difficulté financière du fait de dettes des paysans. Les coopératives de viandes, marchands de bestiaux, une fois leurs bonnes affaires réalisées, parlent de licencier les ouvriers... en

septembre car il n'y aura plus de travail.

Pour les laiteries aussi sans doute, et on va assister à une concentration de capitaux entre les mains de quelques trusts — de licenciements en pagaille, et aussi une montagne de beurre qui va fondre comme neige au soleil du fait de l'abattage en masse de vaches laitières.

Plus que jamais, il va être nécessaire de lutter tant au niveau des petits et moyens paysans qu'au niveau des ouvriers des industries agro-alimentaires et de réaliser l'unité ouvriers-paysans dans ces luttes à venir.

Un lecteur de Basse-Normandie.

A Créon

Des petits paysans refusent de payer les quittances d'eau

A Créon, dans l'Entre-Deux-Mers, il existe une grave situation due à la sécheresse. La pénurie d'eau est forte, au point que les petits paysans du coin ont été obligés d'utiliser beaucoup plus que les autres années l'eau des communes. Déjà les factures sont arrivées. Nombreuses sont celles qui se montent à 1 000 F, certaines jusqu'à 5 000 F.

Une grande partie de la population du village de Sadirac a refusé de payer ses factures d'eau à la commune. Alors la mairie a fait couper systématiquement l'eau à ceux qui refusaient de payer.

A Créon même, toute une partie du bourg (environ 20% des habitants) ont refusé de même de régler leurs factures d'eau.

A cela s'ajoute une situation catastrophique pour les cultures. Déjà la récolte de foin est diminuée de moitié par rapport à l'année précédente à cause de la sécheresse. Pour de nombreux paysans, la récolte de maïs semble déjà fortement compromise. Quant aux céréales comme le blé, encore quelques jours de sécheresse et c'est la catastrophe.

Dans les campagnes, le mécontentement est grand ; car plus on est petit et plus on crève, et plus on est gros plus on s'enrichit.

La sécheresse, ce n'est pas la fatalité ; est-ce fatal de couper l'eau à ceux qui ne peuvent pas payer et qui ont besoin de cette eau pour survivre ?



**POUR ASSURER LE SUCCES
DE LA MARCHÉ SUR NAUSSAC**
7/8 AOUT 1976

«Naussac» signifie aujourd'hui le refus par la population de cette vallée en Lozère d'un projet de construction d'un barrage mal situé.

La lutte contre la mise en œuvre de ce projet a commencé depuis près de 5 ans et ne cesse de se développer et de rencontrer soutien et sympathie.

Cet été, les 7 et 8 août, le Comité de défense de la vallée de Naussac organise deux journées sur place de popularisation. C'est là une initiative que nous devons appuyer en fonction de nos possibilités.

Nos amis ou camarades qui désireraient pouvoir disposer des affiches d'appel à cette marche pourront écrire à : P. Passel, 22, avenue des Berges 43000 Le Puy (la prise de l'affiche étant de 0,20 F).

**A QUAND LE PROCES DU PATRON DE BAR
FLINGUEUR DE LA COURNEUVE ?**

Dans la soirée du 5 mars 1971, un jeune homme de 17 ans, J. P. Huet, consommait au bar «Le Narval» de la Courneuve. Tout à coup le patron du café empoignait son arme. Il tirait. J. P. Huet s'effondrait, foudroyé. Il avait eu le tort de casser plusieurs verres. C'est pour cela que Louis Gasq l'a assassiné !

Ce patron de café flingueur comparaitra vraisemblablement à l'automne prochain devant la cour d'assises de Seine-St-Denis siégeant à Bobigny.

Au terme d'une information qui a duré rien moins que 5 ans — il fallait bien ça, sans doute, pour mettre la main sur le coupable ! —, la chambre d'accusation de la cour de Paris vient de rendre en effet un arrêt renvoyant devant le jury criminel ce patron assassin qui répondra — tenez-vous bien — de «coups ayant entraîné la mort sans intention de la donner» !

Louis Gasq a toujours soutenu en effet qu'il avait d'abord tiré en l'air pour intimider J. P. Huet. Et que ce n'est qu'au second coup de feu qu'il avait visé les jambes. Manque de chance pour cet assassin, J. P. Huet a été atteint aux poumons et au foie. Même en admettant que ce patron de café ne soit pas un tireur d'élite, on voit mal comment en visant les jambes d'un consommateur il aurait pu le tuer tout portant en l'atteignant aux poumons et au foie...

Toujours est-il que, malgré les efforts de la bourgeoisie pour faire trainer l'affaire et l'enfouir sous plus de cinq années, la jeunesse ouvrière et populaire de la Courneuve, elle, n'aura pas oublié ce crime et qu'elle le prouvera.

COLORANTS PROHIBÉS

Le Comité national de la consommation (CNC) a approuvé un projet d'arrêté relatif à la suppression de 10 colorants alimentaires, a-t-on appris à l'issue de sa dernière réunion.

Ce projet, présenté par le ministère de l'Agriculture et le secrétariat d'Etat à la consommation, vise à interdire à partir du 1er octobre prochain l'usage de l'amarante (E 123), ainsi que des additifs suivants : E 103 (chrysoïne), E 105 (jaune solide), E 111 (orange GGN), E 121 (orseille), E 125 (écarlate GN), E 126 (ponceau 6 R), E 130 (bleu anthraquinonique), E 152 (noir 7984), E 181 (terre d'ombre brûlée).

Certains de ces colorants sont particulièrement nocifs. Employés de façon massive dans certains produits alimentaires de consommation courante tels les yaourts, ils sont susceptibles de provoquer diverses maladies. C'est la raison pour laquelle l'emploi de l'amarante par exemple était déjà interdit depuis plusieurs années dans certains pays.

Mais des conséquences que peuvent avoir les colorants sur la santé des travailleurs, les capitalistes de l'alimentation s'en moquent comme d'une guigne. Seuls leur importent les profits. Il faut vendre, vendre et vendre encore. Quitte à ce que cela passe par une publicité tapageuse et mensongère. Et quitte à ce que soit employé n'importe quel produit chimique pour donner un «meilleur» aspect à la camelote.

260 ENFANTS INTOXIQUÉS

Que la bourgeoisie se moque de la santé du peuple, on vient encore d'en avoir un exemple à la fin de la semaine dernière. La caisse des écoles de Maisons-Laffitte dans les Yvelines avait organisé un voyage au bord de la mer pour les enfants. Sur les 480 participants à cette excursion d'une journée à Trouville, 260 ont été victimes d'une intoxication alimentaire. Deux d'entre eux plus gravement atteints ont dû être gardés en observation à l'hôpital de St-Germain-en-Laye. De l'avis général c'est le repas froid servi aux enfants qui a provoqué l'intoxication. Il est vrai que lorsqu'on achète des aliments au rabais, on ne peut prétendre avoir des produits de première fraîcheur...

Répression

**Après la mesure de suspension prise contre Pouvillon
enseignant au lycée agricole de Vendôme**

**LA REPRESSION S'ABAT
SUR LES ELEVES**

Le verdict du procès intenté par Paul Pouvillon, enseignant au lycée agricole de Vendôme, Loir-et-Cher, contre les personnes, au nombre desquelles le directeur de l'établissement, qui ont organisé une véritable campagne diffamatoire pour le faire exclure de l'enseignement, le verdict donc devrait être rendu mardi prochain. Ce sera le 29 juin : élèves et professeurs seront à la veille des vacances. C'est dire l'intention du tribunal de ne pas donner satisfaction à Paul Pouvillon et de laisser s'abattre sur lui une répression des plus arbitraires.

En attendant, l'administration du lycée fait payer aux élèves le soutien qu'ils ont accordé à ce professeur. Et les conseils de classe qui se tiennent actuellement jouent leur rôle à merveille. Dans les classes de troisième, seconde et première du lycée, 22 élèves sont virés, les notes annuelles de 7 d'entre d'eux atteignent pourtant la moyenne ou plus. D'autres sont rétrogradés dans des sections de niveau inférieur. A d'autres il a été conseillé de «partir d'eux-mêmes». Dans les classes de première et deuxième années de CAP, 10 élèves sont

exclus. Par ailleurs, sur les 50 élèves de première année de BEP agricole, 20 seulement passeront en seconde année. Ainsi que le remarquent les élèves : «quand on regarde la liste des "victimes", elle coïncide étroitement avec les élèves qui ont plus ou moins ouvertement pris position contre la répression.»

Voilà bien qui montre le régime qui prévaut dans les lycées agricoles. D'autres exemples, comme celui du lycée des «Trois croix» à Rennes, le montrent : dans ces établissements les élèves, dont un grand nombre sont internes, sont soumis à des conditions révoltantes. Ils doivent travailler d'arrache-pied à cause du système sélectif et des concours qui se multiplient, ils doivent se soumettre à des règlements arbitraires et s'ils bronchent, c'est la porte ! Mais il y a des signes avant-coureurs qui ne trompent pas. Les élèves commencent à s'organiser ici et là. Ils s'unissent et il n'est pas douteux qu'ils sauront mettre en échec ce système ultra-répressif. Cela promet de sérieuses bagarres à la rentrée.

Seine-St-Denis

**Quand la répression
a un visage de «gauche»**

Dimanche 20 au matin, nous nous retrouvons à plusieurs militants marxistes-léninistes sur le marché de Chanzy à Livry-Gargan. Nous avions préparé de longue date cette intervention qui avait pour but le soutien au quotidien et la lutte contre la répression : tracts, panneaux, poèmes, linogravures, livres, tout est prêt et dès le début nous rencontrons un vif succès.

Mais cela n'est pas du goût de tout le monde : un panneau relate en effet la lutte menée en mars dernier par les auxiliaires-puéricultrices de la crèche contre leur patron de «gauche», la municipalité socialiste dirigée par A. M. Vincent. Outre son refus total de céder, malgré plusieurs jours de grève avec occupation, celui-ci avait déjà fait appel à la police contre les parents solidaires rassemblés à la mairie. Et après la grève les notes des syndicalistes les plus combattives avaient été systématiquement baissées.

Le responsable du marché, (le placier), fervent partisan de la municipalité nous dit : «Retirez cette saloperie ou j'appelle les flics». Il ameuté tout ce qu'il peut, y compris les commerçants racistes. Comme nous continuons, il va chercher un inspecteur en civil qui note tout, l'air menaçant, et nous dit : «Attendez que je revienne

avec des consignes». Les flics dans le coin, on les a déjà vus à l'œuvre. Ce sont eux, entre autre, qui sont intervenus lors d'une précédente diffusion du comité de soutien aux grévistes des foyers Sonacotra. Ce petit jeu de pressions et de menaces dure une bonne heure et comme il semble que cela ne prenne pas, le placier nous fait comprendre qu'«ils» arrivent...

Nous sommes bien décidés à utiliser ce fait pour lancer une nouvelle campagne de dénonciation contre la municipalité. A signaler bien entendu que le PCF diffuse à quelques mètres de là sans être inquiété. Entre copains...Socialos et révi-

sionnistes se doivent bien ça.

Les voilà donc, encore une fois, les libertés tant «défendues» par Mitterrand ou Marchais. Liberté pour eux de sortir leurs boniments. Interdiction pour les travailleurs de se battre et de dire la vérité. A Livry-Gargan, ils tiennent la mairie, déjà la police est à leur service : ici on peut vous dire que c'est pas mieux que Giscard, mais aussi que les travailleurs, en prennent conscience et que c'est pour cela que les socialistes nous répriment. La lutte contre la répression c'est la lutte contre le régime et tous ses représentants de droite comme de gauche.

Correspondant HR.

**ARRACHER
LA CLASSE OUVRIERE
AU REVISIONNISME**

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par
Camille Granot
publié aux Editions du Centenaire
disponible sur commande à :

£.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

**Le rassemblement
ouvrier et paysan
de Nantes a connu
un vif succès**

Récemment un rassemblement ouvrier et paysan était organisé à Nantes. Plus de 300 personnes y ont participé prouvant le succès remporté par cette initiative auprès des travailleurs de la région. 1 400 F devaient être collectés pour soutenir notre quotidien.

Outre l'Humanité rouge et la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, organisateurs de ce rassemblement, on notait la participation de nombreux comités de masse contre la répression, d'amitié avec les pays socialistes, de soutien aux peuples du tiers monde, etc.

Les luttes les plus récentes qu'ont menées et que mènent encore les ouvriers de la région, notamment ceux de Tréfilimétaux, les paysans pour le maintien de la famille Mouillé sur les terres qu'elle exploite à la ferme des «Bois aux moines», les élèves-infirmières, les étudiants, etc., étaient retracées par des panneaux.

Le meeting où intervinrent successivement : Hervé Jegouzo, étudiant marxiste-léniniste de Lorient inculpé de reconstitution du PC-MLF, Jeannette Pelletier, ouvrière à l'entreprise Guilouard exclue de la CGT il y a deux ans, et Camille Granot, montra le désir des marxistes-léninistes de se lier toujours plus étroitement aux masses ouvrières et populaires et de rectifier leurs erreurs pour être mieux à même de servir le prolétariat et les masses laborieuses.

C'est justement parce qu'ils sont engagés dans cette voie que la bourgeoisie maintient en prison un ouvrier, Romain Le Gal, militant marxiste-léniniste de Lorient, pour lequel la salle a longuement et unanimement scandé : «Libérez Romain Le Gal».

Après ce meeting les participants purent regarder un film cambodgien prêté par la mission du Kampuchea démocratique en France, ainsi qu'un sketch des travailleurs de Batignolles et enfin une pièce de théâtre montée par des enseignants et des lycéens de St-Nazaire.

**TARIFS
D'ABONNEMENTS**

Pli ouvert
1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé
1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE
No 3022672 La Source.



Television

Samedi soir sur FR3

DU RIRE
POUR QUI ?

Dans le cadre du débat TV, un lecteur proposait fort justement d'aborder un certain nombre de sujets traitant directement ou indirectement de la télévision. Il pensait entre autres à ces fameux débats qui pullulent sur nos petits écrans et se veulent — par leur existence — symboles de la « démocratie » et de la « liberté d'expression » qui seraient censés régner dans notre région, et en particulier à la télé. Il est un fait qu'à chaque fois qu'un débat peut prendre un développement intéressant (c'est-à-dire qu'il approche un peu des véritables problèmes), il y a toujours quelqu'un dans l'assemblée, souvent le présentateur ou l'animateur, pour remettre, selon lui, la discussion sur le bon chemin.

Dimanche soir, sur la troisième chaîne, c'était à propos du rire qu'un tel débat avait lieu. Mais alors que tout le monde affirme « qu'il n'y a rien de plus "subversif" que le rire », Jean-François Kahn, l'animateur de l'émission s'est évertué à empêcher tout débat de « fonder » sur le véritable problème. Pour lui, comme pour Jacques Martin d'une certaine manière, le « comique » doit se placer au-dessus de ces questions « d'engagement politique ». Le comique de bon ton, c'est celui qui fait

rire tout le monde, sans exception, celui qui fait rire les 17 millions de téléspectateurs d'un coup. Mais fondamentalement — même si le pourrissement de l'idéologie bourgeoise arrive à faire rire les travailleurs de ce qui les touche profondément comme le racisme envers les travailleurs immigrés — le « subversif » du rire n'est pas une notion au-dessus de la mêlée mais bel et bien un adjectif qui s'applique au rire quand ils est engagé dans le combat quotidien. Suivant qu'il sert une vision bourgeoise et réactionnaire ou révolutionnaire et progressiste. Le soi-disant principe du comique qui ne respecte rien, remet tout en cause, n'est qu'un artifice qui permet de masquer une réalité : faire rire de certaines choses (ou faire passer certains problèmes comme inhérents à la nature humaine et non dus à l'exploitation) peut être une opération fondamentalement réactionnaire.

Mais quand le rire est une arme employée pour servir le peuple ou la révolution, quelle force ! Dario Fo en est un exemple mais aussi, tout simplement, l'humour féroce, la caricature utilisée constamment par les travailleurs dans leurs luttes quotidiennes forment des milliers d'autres exemples.

Programmes TV

MERCREDI 23 JUIN

TF1

19 h 20, 20 h 00 et 23 h 00 : la bourgeoisie vous informe.

20 h 30 : L'Ane et la rose. *Dramatique inédite qui situe dans une époque et un lieu fictifs, un épisode de résistance à un occupant. Pour le peu que nous en sachions, faisant implicitement référence à l'occupation nazie en 1945, en France, le film développe la thèse que chez les hommes, il y a toujours du bon et du mauvais ça dépend des conditions et du « hasard des choses » (voir le film Lacombe Lucien). Ici, quelques notables d'un village font tout pour pousser un paysan simplet à se livrer en otage aux « nazis » pour « sauver » le village.*

A2

19 h 20, 20 h 00 et 23 h 00 : la bourgeoisie vous informe.

20 h 35 : L'homme de fer. *Série américaine qui vante les exploits des flics US dont les seuls héros sont des truands et des policiers au « bon cœur ».*

21 h 35 : C'est-à-dire. *Magazine d'actualité tourné en direct et dont les invités sont choisis au dernier moment.*

FR3

19 h 20 et 22 h 00 : la bourgeoisie vous informe.

20 h 30 : Un été à Vallon. *Film inédit de l'auteur de « Il pleut toujours là où c'est mouillé », membre du PCF, qui glorifie dans ce film — à l'heure des élections en 73 — le Programme commun face aux vrais problèmes des travailleurs.*

Hergé le père de Tintin

«Ma plume au service
de la bourgeoisie»

L'article paru dans la rubrique culturelle du 16 juin à propos du récent album d'Hergé m'incite à vous livrer

Hergé, dont l'éducation s'est faite au sein des milieux catholiques belges les plus réactionnaires, à l'heure de

plus éloquentes. Et ce à l'intention d'une jeunesse que le clergé wallon a toujours su intoxiquer avec

Hergé, outre un propagandiste habile des causes impérialistes et réactionnaires, a aussi été un agent publicitaire des grandes firmes capitalistes. Par exemple, il a réalisé des dessins animés pour «Bata-Shoes» et «l'Union minière du Haut-Katanga», dont «Tintin au Congo» avait si bien justifié la razzia colonialiste.

Lui-même est un capitaliste averti de l'Édition, puisque les «studios Hergé», en 1968, avaient déjà réalisé une vente totale d'albums de 23 millions d'exemplaires à travers le monde entier.

Mais surtout, Hergé aura rendu un immense service à la classe dont il est issu, par le contenu idéologique et politique que celle-ci lui a fait insérer dans ses dessins : combien d'enfants, même



De «Tintin au pays des Soviets» à «Tintin et les Picaros»...

quelques précisions intéressantes, puisées dans le No 14/15 des «Cahiers de la bande dessinée».

gloire du mouvement impérialiste boy-scout auquel il participa activement, en devint un des chantres les

beaucoup d'ingéniosité (encore aujourd'hui, c'est en Belgique qu'est éditée l'essentiel de la presse enfantine catholique). Le journal «Le XXe siècle», où Hergé débuta, était un torchon ouvertement obscurantiste et pro-impérialiste. C'est pour son compte qu'il conçut en 1930 le tristement célèbre «Tintin au pays des Soviets»; dont une réédition en fac-similé est de nouveau disponible partout depuis quelques années.

Ce que nombre de lecteurs de «Tintin» ignorent également, c'est que le sieur Hergé, au lendemain d'une réforme «pour raison de santé» lors de la mobilisation générale en 1939, a accordé son «talent» au quotidien kollabo «Le soir» pendant toute l'occupation nazie. Son «excuse»: les bandes parues pendant cette période auraient été totalement «apolitiques» et, d'ailleurs, le «Sceptre d'Ottokar» paru en 39 n'égratignait-il pas l'Anschluss? — Fort piètres arguments!

A tel point qu'à la libération de Bruxelles, en 44, les autorités alliées lui interdirent l'exercice de sa profession et qu'il fut même arrêté par les milices de la Résistance belge.

Mais, avec l'accès au gouvernement d'équipes à 100% dévouées aux intérêts US, il put rapidement reprendre du service et jouer son rôle dans le déferlement de propagande anticommuniste de l'époque de la «guerre froide» (voir «L'affaire Tournesol», «Objectif Lune», etc.).



... anticommunisme, racisme et mépris du peuple.

dans les milieux populaires, n'ont pas lu d'albums de Tintin? Combien de parents ont le temps et la vigilance de les mettre en garde à ce sujet?

La bande dessinée est une arme dans la diffusion des valeurs idéologiques de la classe qui a les moyens de s'en servir. Nos camarades chinois le savent, qui y recourent abondamment, pour préserver et développer la mentalité socialiste. La bourgeoisie occidentale aussi, mais ses valeurs à elle, que l'incarnation en soit Tintin, Lucky Luke ou autre, Dr Justice, ne sont que le narcotique malfaisant d'une poignée d'exploiteurs, à être écrasés par la Révolution. Ceci constitue d'ailleurs, un excellent sujet de bande dessinée, qu'Hergé et ses pareils se garderont bien de jamais réaliser.

Un lecteur.

MERCREDI 23 JUIN A 20 H 30

Premier film nord coréen
projeté à parisla petite
bouquetière

Long métrage couleurs de 1972

En présence d'amis de la RPDC
actuellement en FranceCINEMA ST LAMBERT
6 RUE PECLET 5e PARIS

Le film «La petite bouquetière» a connu un grand succès au 13e Festival d'art contemporain de Royan à la fin mars. Il montre l'exploitation féroce dont était victime le peuple coréen, autour des années 1930, de la part des propriétaires fonciers et des impérialistes japonais. Ce film est d'une grande beauté cinématographique, c'est un excellent exemple du cinéma coréen actuel.

La trame peut être résumée simplement. Il s'agit de l'histoire d'une famille, composée de la mère et de ses trois enfants. La petite fille, Soun Hy, ayant été rendue aveugle par la faute du propriétaire foncier, son frère se révolte, il se fait arrêter par les Japonais et déporter. Après une vie de servitude, la mère meurt, alors Kot Poun, la sœur aînée de Soun Hy, part à la recherche de leur frère. Kot Poun et Soun Hy vivaient jusque-là de la vente de fleurs cueillies dans la montagne (d'où le titre du film) Le frère aîné, Tcheul Yang, s'est évadé après quatre an-

nées de prison et il a rejoint les rangs de l'armée révolutionnaire coréenne. Après différentes péripéties les trois jeunes gens se retrouvent, et Soun Hy continue à vendre des fleurs, mais à présent chaque bouquet contient des tracts révolutionnaires. S'adressant aux paysans Tcheul Yang tire la leçon du film: «Pour donner aux enfants malheureux, déguenillés et affamés, de beaux vêtements, des aliments et une instruction nous devons nous unir fermement et nous dresser pour la Révolution».

Aussi bien par son contenu que par sa forme «La petite bouquetière» mérite d'être vue par le public le plus large. Cela ne pourra que renforcer l'amitié franco-coréenne et affirmer la solidarité du peuple de France avec la juste lutte du peuple coréen; car ce que l'on voit dans le film, c'est ce qui se passe encore de nos jours dans la partie sud du pays, sous la dictature de la clique fasciste de Séoul.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**

LES CONVENTIONS COLLECTIVES SONT DES ACCORDS BOURGEOIS

Des camarades de Rennes, de l'entreprise SGS, ont réalisé une brochure sur la question des conventions collectives. Ils expliquent quel est leur rôle (dans le cadre des accords d'entreprises) et celui de ses diverses composantes (Comités d'entreprise, Comité hygiène et sécurité, l'activité syndicale).

Nous en publions de larges extraits.

Les premières conventions collectives sont nées avec la reconnaissance du droit syndical en 1884. Elles représentaient alors principalement les acquis obtenus par les travailleurs dans une entreprise à la suite d'après luttes.

En 1919 elles sont proposées par la tendance Jouhaux. Face à la montée des luttes après la guerre, cette tendance veut faire croire que c'est possible de changer le régime capitaliste par quelques réformes. En fait ces dirigeants utilisèrent les conventions collectives pour briser les grèves. Quand le mécontentement grondait, quand une lutte se préparait, ils concluaient un accord avec le patron. Cet accord donnait des miettes aux travailleurs et désamorçait la lutte.

De la même façon Séguy brise le mouvement révolutionnaire de Mai 68 en signant les accords de Grenelle qui étendent les conventions collectives à toutes les branches professionnelles à tous les niveaux.

La politique contractuelle, c'est la politique des négociations périodiques autour du tapis vert dans le but de passer de nouveaux accords entre syndicats et patronat pour «fignoler les conventions»... C'EST LA POLITIQUE DES NEGOCIATIONS A TOUT PRIX POUR FREINER LA LUTTE.

Elle vise à faire croire qu'il suffit de s'asseoir à une table avec le patron et qu'en faisant preuve de bonne volonté nos conditions de vie et de travail s'amélioreront peu à peu.

Ce que veut la direction CGT par exemple, c'est que les conventions collectives soient signées d'abord au niveau national et qu'ensuite dans chaque entreprise on les améliore comme on peut. C'est la politique des grèves bidons de 24 heures qui découragent les travailleurs ainsi que des parlottes avec le patronat.

Or l'expérience montre bien que les patrons ne cèdent rien s'ils n'y sont pas forcés par la lutte des ouvriers. Les conventions nationales sont souvent des accords qui ligotent les travailleurs !! Et en plus elles sont en dessous des conventions locales sur le plan des avantages !!!

Un exemple : la convention collective de la métallurgie. A la SGS la convention collective appliquée est celle de la métallurgie d'Ille-et-Vilaine. Cette convention collective est signée uniquement par le syndicat fasciste CFT. Elle renferme une clause antigreve :

«La convention peut être dénoncée par l'une des parties contractantes (ouvriers, patrons). Cette dénonciation pourra être effectuée avec un préavis d'un mois (...) Pendant la durée de ce préavis les parties s'engagent à ne décréter ni greve ni lock-out.»

Et c'est cette convention qui est appliquée, convention élaborée par un syndicat fasciste.

Que peut-on dire alors des conventions collectives ? Que c'est une arme au service des patrons et des directions syndica-

les ? Qu'on n'y peut rien ? Bien sûr que non !!

C'est grâce à la lutte résolue que les travailleurs font échec au patron et aux directions syndicales traitres, qu'ils renversent les conventions collectives qui les ligotent, qu'ils remportent de réels succès pour leurs revendications. C'est seulement sur la base d'un rapport de force contre le patron.

A Berliet par exemple, la CGT avait accepté une convention collective où il était prévu qu'elle ne pouvait être remise en question pendant un an. L'encre n'avait pas encore séché que les ouvriers ripostèrent par la grève, dénonçant la convention collective, réclamant une prime de 150 F pour tous, et une prime de fin d'année. Par la mobilisation, ils ont imposé leurs revendications, et fait disparaître les clauses antiouvrières de la convention collective. A LA LIGNE COLLABO DES JOUHAUX OU SÉGUY ILS ONT OPPOSÉ CELLE DE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE.

Dans la convention collective de la métallurgie, figurent des avantages gagnés par la mobilisation des travailleurs, comme l'indemnité de transport, la prime de fin d'année, l'égalité de rémunération entre homme et femme pour un travail égal.

Ce n'est pas une signature des patrons au bas de la convention collective qui garantit les acquis de la lutte !! Les patrons n'hésitent pas à violer ou à détourner les conventions collectives quand ça les arrange !!

Ainsi à Rennelec Liffre par exemple le patron s'engage à accepter l'élection d'un 3e représentant du personnel si le nombre d'ouvriers dépasse 70 ; mais il proclame partout qu'il fera tout pour que son entreprise ne dépasse pas 70 ouvriers. C'est seule la vigilance des travailleurs qui preserve et fait respecter les acquis obtenus par les luttes.

Et les comités d'entreprise (CE) dont il est beaucoup question dans les conventions collectives ?

Les CE ont été créés après la 2e Guerre mondiale à l'initiative de la grande bourgeoisie. L'objectif était de faire «participer» les travailleurs «à l'effort de reconstruction nationale», c'est-à-dire les encourager à reconstruire le pays pour le compte de cette grande bourgeoisie.

La PCr saluera ces accords de kollabo en disant : «Dans les entreprises cet effort s'accompagne de la création de comités qui associent les ouvriers à l'effort de production et à la défense de leurs intérêts.»

Mais d'où provient l'argent qui alimente ces comités ? Du travail des ouvriers, bien sûr ! Et leur intérêt là-dedans ? Il est où ?

Comment fonctionne le CE ?

En réalité le patronat a mis en place un système pour détourner les travailleurs de leur lutte en leur donnant quelques fonds à gérer. C'est un sys-

tème pour corrompre les ouvriers les plus aisés, en faire des larbins du capital ; larbins que le patron utilise contre les travailleurs en lutte.

Il fonctionne avec un pourcentage de la masse salariale, donc avec une partie des richesses créées par l'ouvrier. Il a une voix consultative auprès du patron qui préside le CE et a seul un droit de décision.

Le CE gère les œuvres sociales et crée des commissions sur les problèmes particuliers.

2 commissions sont obligatoires : la commission sur les problèmes généraux de la formation et du perfectionnement professionnel ; la commission sur l'emploi, le travail des jeunes et des femmes.

Dans les faits, quel est le rôle du CE quand les représentants ouvriers acceptent la collaboration

Il sert de caution au patron : quand le patron veut licencier sans trop de heurts, il convainc le CE que c'est une mesure absolument nécessaire (aujourd'hui c'est souvent pour la «survie de l'entreprise» !) Et c'est les marchandages autour de la liste des futurs licenciés (comme cela s'est fait à la Rennaise du Meuble). De toute façon le CE n'a que voix consultative. Le patron peut toujours l'envoyer ballader.

Il sert de chien de garde : il prête main forte au patron pour écraser les ouvriers combatifs. A la Rennaise du Meuble, le CE a voté le licenciement d'un délégué CFDT ; les 2 délégués CGT ont voté pour, le 3e a voté blanc !

Il divise la classe ouvrière : en donnant des avantages à ceux qui ont des idées pour augmenter la production ; en accordant des promotions à tel ou tel membre du CE.

Il fait l'aumône par la gestion des œuvres sociales, sapin de Noël ou champagne en fin d'année.

Il corrompt la classe ouvrière en diffusant l'idéologie pourrie de la collaboration (c'est les week-ends de neige avec le patron et les cadres. Mais les ouvriers ont vite compris ce dont il s'agit !).

A partir des ouvriers corrompus, les CE permettent la formation d'une nouvelle bourgeoisie, et fonctionnent comme une entreprise :

- dans le Finistère, la COOP de Landerneau possède un restaurant sur lequel le CE fait des profits importants en maintenant un personnel réduit, en sous-payant les employés.

- d'autre part les CE prêtent de l'argent comme des banques, ils organisent des groupements d'achat pour pousser à dépenser.

Mais où vont les profits réalisés par les comités d'entreprise ?

Une enquête d'ouvriers de l'Alsthom St-Ouen (entreprise de construction électrique) sur leur propre CE nous donne des informations très intéressantes : le CE qui possède un self fait un bénéfice de plus de 20 millions d'AF par an, ceci en réduisant le personnel du self ; il achète des places de vacances à «Tourisme et Travail», société entièrement contrôlée par le PCF : les prix : une semaine pour une personne dans un bungalow à 385 F ; sous-tente à

300 F !, aussi cher qu'au Club Méditerranée !

C'est un exemple parmi tant d'autres ; on pourrait aussi parler des centres de formation professionnelle aux mains de la CGT et du PCF, etc.

En conclusion, cet argent sert à engraisser cette nouvelle couche de bourgeois qui prospèrent sur le dos des travailleurs (...).

LES QUESTIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE

Là aussi, le CE a une voix consultative sur ces questions discutées en CHS. La convention collective de la métallurgie est particulièrement évasive : «Dans la limite du possible les produits mis à la disposition du personnel pour l'accomplissement des travaux seront inoffensifs pour la santé ; en cas d'utilisation de produits nocifs, les employeurs veilleront à l'application stricte des mesures prévues par les textes concernant l'utilisation de ces produits. A défaut de réglementation ils s'emploieront à réduire le plus possible les dangers et inconvénients pouvant résulter de la mise en œuvre des dits produits».

En fait de réduction des dangers le patron refuse de faire traduire les étiquettes des flacons dangereux, la baisse de la vue n'est pas considérée comme maladie du travail et la leucémie non plus ; les analyses de laboratoire sont même parfois falsifiées... et on en passe ! (...)

L'ACTIVITE SYNDICALE

Un dernier point important de la convention collective : l'activité syndicale et les délégations du personnel. Le patron est tenu d'organiser des élections au niveau du personnel et de donner aux délégués élus des heures de délégation ; une dizaine d'heures pour la métallurgie. Là aussi il y a deux façons de voir le rôle des délégués :

1/ si la section syndicale collabore, si elle est tenue par des révisionnistes, les délégués présentés par cette section penseront d'abord à leurs avantages personnels ; ils se soucieront peu des travailleurs et chercheront plus à les faire taire.

2/ mais une section syndicale combattive présentera des délégués qui seront d'une grande utilité pour défendre les travailleurs en brisant leur isolement, en allant les voir pendant les heures de délégation, en transmettant leurs revendications, leurs critiques, en se faisant leur fidèle porte-parole face au patron.

Mais encore faut-il obtenir la reconnaissance effective du droit syndical, par exemple des heures prises sur le temps de travail pour l'information des ouvrières. A Rennelec, ils ont obtenu un quart d'heure. Sans cesse les patrons portent atteinte au droit syndical, là aussi il faut être vigilant !

Pour conclure, la brochure indique que, contrairement à ce qu'essaient de faire croire les dirigeants PCF-CGT, ce n'est pas en se basant sur ces conventions (signées par les «partenaires sociaux» sur le dos des travailleurs) que la classe ouvrière sera amenée à un changement fondamental de sa condition.